L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE, 21 JUILLET.

Compagnie d'Assurance Germania de la Nlle-Orléans.

PREMIER ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à la charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1867		183,345 66
Primes d'incendie	137,886 20	
Primes de mer	44,616 26	
Primes de rivières	14,735 77	183,345 66
Moins—Primes remboursées	2,345 60	
Montant en réserve pour risques non-expirés	25,625 65	27,970 25
Montant net des primes		154,674 13
Pertes payées:		
Pertes par l'incendie	28,219 30	
Pertes de mer	22,295 20	
Pertes sur les rivières	2,600 65	
	51,121 79	
Ré-assurances	6,460 60	
Dépenses, intérêt	25,166 67	
Taxe et souscriptions	4,749 82	
20 et 25 0/0 d'escompte	37,013 12	124,454 30
Bénéfice net		30,219 82

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets pour actions	260,550 00	
Effets	1,380 86	
Dû par comptes individuels	15,319 32	
Prêts sur garanties, sur demande	27,600 00	
Prêts sur hypothèque	29,364 20	
Garanties des Etats-Unis	14,700 00	
En caisse	36,897 61	385,845 2

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

[Signé] E. MAIER, Secrétaire. D. MICHEL, Président.

Assermentés et signés pardevant moi, ce 12 avril 1867.

[Signé] G. H. BRAUGHN, Deuxième Juge de Paix de la paroisse d'Orléans.

Le 11 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de 50 pour cent sur le capital versé, ou $10 par action, est déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.
G. T. FORSTER, Vice-Président.
E. MAIER, Secrétaire.

—Directeurs:—

J. H. Fimer, F. Wintz, H. Blasco, W. B. Schmidt, H. Klumpp, Geo. Wern, F. A. Luling, C. T. Forster, Louis Schwarz, A. Bruhn, F. Roh, G. L. L. Mayer, H. Zuberbier, H. W. Schwartz, Charles Bendix, Theo Schorr, Auguste Koenig, D. Michel, Chas Loeffler, L. F. Berge, O. H. Karstendick, Julius Hoerner, F. Rickert, E. Claren.

13 avril—1mtU

PREMIER ETAT ANNUEL (HUIT MOIS)

De la Compagnie d'Assurance des Facteurs et Commerçants,

Rue Carondelet, No. 39.

Nlle-Orléans, 30 Avril 1867.

LES Directeurs, conformément à la Charte de la Compagnie, publient l'état suivant de ses affaires pour les huit mois expirés le 30 avril 1867:

Total des Primes reçues du 1er. Septembre 1866 au 30 Avril 1867 — huit mois.

Risques d'Incendie	$150,143 48	
Risques sur les Rivières	210,112 53	
Risques sur les Mers	53,370 41	$413,526 42
Moins les Primes remboursées		1,010 19
Montant net des Primes		$412,616 31

Pertes payées, moins le Sauvetage.

Sur les Risques d'Incendie	$41,436 56	
Sur les Risques des Rivières	232,317 04	
Sur les Risques de Mer	67,396 58	$341,151 12
Différence		$71,465 31
En moins, les Réassurances	$14,427 30	
Remboursés	19,104 37	
Frais d'organisation, dépenses générales, taxes de ville, d'Etat, de revenu intérieur, etc.	34,500 06	
Total	$68,061 73	
En moins, Intérêt Escompte au crédit des Dépenses courantes	$6,683 43	$61,348 ..
Excès		$10,116 81

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets de capital	$334,720 80
En caisse	66,525 34
Primes, etc, en voie de perception	87,377 40
Actions de Chemins de fer de la ville	54,475 00
Meubles, installations de bureau, etc.	3,708 17
	$546,816 91

Primes non expirées le 30 avril 1867, $37,034 06.

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

MICHEL MUSSON, Président.
ED. A. PALFREY, Secrétaire.

Etat de la Louisiane, paroisse d'Orléans, ville de la Nlle-Orléans.

Assermentés et signé pardevant moi, ce 15 mai 1867.

[Signé] G. H. BRAUGHN, Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du 3 juin 1867, un dividende—intérêt de six pour cent par an sur les paiements comptant du capital.

MICHEL MUSSON, Président.
HARMON DOANE, Vice-Président.
ED. A. PALFREY, Secrétaire.

—DIRECTEURS.—

James Hewitt, J. D. Blair, J. W. Carroll, T. M. Scott, W. A. Johnson, Wm. Bell, J. W. Burbridge, Robt. Pitkin, J. Noble, Alf. H. Isaacson, Moses Greenwood, P. S. Wiltz, Alf. S. Huntington, Richard Milliken, Thos. H. Hunt, Samuel E. Moore, J. B. Brown, Wm. H. Henning, John Phelps, H. McNeil Vance, Marshal J. Smith, W. B. Tullis, J. Canfield, Hugh McColl, John Chaffe, L. H. Tobey.

17mai—1m

DIXIEME TABLEAU ANNUEL DE LA

Compagnie d'Assurance Hope de la Nlle-Orléans.

Bureau No 21 rue de Camp.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie présente l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1867		$198,083 34
Savoir:		
Sur les risques d'incendie	$97,326 43	
Sur les risques de mer	68,574 69	
Sur les risques de rivière	32,181 12	$198,083 34
Montant des risques non expirés le 30 avril 1866		23,722 37
		$221,804 61
Pertes payées dans la même période, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$47,764 74	
Sur les risques maritimes	72,565 34	
Sur les risques de rivière	15,633 82	$135,963 91
25 p. c. remis aux assurés	$45,143 06	
Primes remboursées	5,297 37	
Réassurances	16,922 51	$67,361 95
Taxes	11,976 64	
Dépenses, intérêt en moins	9,877 42	
		$219,175 94

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets hypothécaires sur des propriétés foncières améliorées dans cette ville, valant le double du montant prêté	$112,380 92
Prêts garantis par nantissement	34,049
Effets pour primes à courte échéance	2,310 07
Actions du "Valette Dry Dock Co."	5,000 00
Actions de banques et autres actions	4,547 50
Scrips de compagnies d'assurances mutuelles	2,040 00
Biens fonciers	16,745 88
Primes en voie de perception	32,007 65
En caisse	44,613 51
Total de l'actif	$252,626 67

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

HY. PEYCHAUD, Président.
LOUIS BARNETT, Secrétaire.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi ce 4 mai 1867.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Cette Compagnie continue à assurer contre les risques d'incendie, de mer et de rivière, aux taux usuels, et rend 25 p. c. comptant aux assurés sur le montant de leurs primes.

Bureau No 21 rue de Camp.

DIRECTEURS: J. Folger, P. Malochée, J. C. Denis, J. J. Adams, Th. D. Miller, T. N. Blake, A. Ducros, G. W. Bradbury, Hy. Peychaud.

mai—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

SEPTIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte la Compagnie présente l'état suivant:

Montant des primes non expirées en 1865		$93,294 00
Primes dans l'année expirée le 31 décembre 1866:		
Sur les risques d'incendie	$247,125 25	
Sur les risques de mer	70,090 74	
Sur les risques de rivières	64,887 45	382,099 44
Total des primes		$481,383 44
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1866	$101,430 00	
Primes remboursées	3,456 41	104,886 41
		$376,485 03
Pertes. Sur les risques d'incendie	$90,773 63	
Sur les risques de mer	35,142 53	
Sur les risques de rivière	35,932 96	
	$219,348 92	
Taxes	13,679 61	
Réassurances	11,318 06	
Dépenses générales, compris d'intérêt	13,739 77	
Intérêt de scrip	24,397 80	282,475 13
Bénéfice net		$94,009 90

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets garantis par hypothèque	$169,204 92	
Primes en voie de perception	63,568 63	
Bons consolidés et bons de la ville	58,450 00	
Placé en actions de Gaz	37,760 00	
Placé en actions de la Compagnie du Chemin de Fer de la Ville	3,300 00	
Scrips de compagnie d'assurance mutuelle	79,725 00	
Compagnie de la Bourse des Négociants	1,000 00	
Propriété foncière	6,078 44	
Compagnie Valette Dry Dock	10,000 00	
En caisse	87,126 19	506,215 17
En moins: Intérêt de scrip non réclamé	6,660 00	
Intérêt (dû en mars) sur les scrips non réclamés	24,397 80	
Réclamations non réglées	7,855 00	38,842 80
		$467,372 37

ETAT DE LA LOUISIANE. Paroisse d'Orléans, Ville de la Nlle-Orléans. [illegible]

J. TUYES, Président. J. W. HINCKS, Secrétaire. [illegible] PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

[illegible]

Directeurs: Geo. Urquhart, Wm Stevens, A. Schriber, G. W. Babcock, Charles Lafitte, J. A. White, J. M. Lapeyre, W. F. Vredenburgh, Jules Tuyes, T. B. Blanchard, John Gauche, [illegible]

DIX-SEPTIEME ETAT ANNUEL DE LA

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent de la Nlle-Orléans.

Nlle-Orléans, 23 mai 1866.

LES Directeurs, conformément à la charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie, le 30 avril 1866:

Primes d'incendie	$392,121 71	
Primes de marine	128,305 15	
Primes de rivière	506,549 59	$1,027,286 45
Montant des primes expirées		865,461 44
Pertes payées et estimées:		
Pertes d'incendie	$24,492 06	
Pertes de navires	79,646 26	
Pertes de rivières	249,243 36	
Escompte payé au lieu de scrip	79,762 57	
Taxes payées	35,192 34	
Réassurances payées	61,207 21	
Profits et pertes, dépenses, générales, timbres, escompte en moins, &c.	149,166 60	678,720 21
Bénéfice net		$327,751 23
Montant des primes participant au dividende scrip		604,711 00

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets garantis par hypothèques	$80,445 00
Billets garantis par actions	28,964 49
Effets	51,163 51
Propriétés foncières	60,000 00
Placé en bons consolidés et en bons de la ville	70,000 00
Placé en actions de banques	20,000 00
Scrip étranger des payés, compte de scrip	62,253 20
Compagnie du Dry Dock Vallette	1,875 00
Dû pour primes et en voie de perception	106,669 18
En caisse	257,436 62
	$847,186 90

Le tableau qui précède est exact et une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS, Président.
HENRY V. OGDEN, secrétaire.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent comptant, sur tous ses certificats non payés de scrip aux porteurs légaux des dits certificats, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

Les Directeurs ont également déclaré un dividende-scrip de SOIXANTE pour cent sur les primes expirées et ayant droit de participer pour l'année expirée le 30 avril 1866, et il sera émis des certificats, pour le dit dividende à partir du premier lundi d'août prochain.

THOMAS A. ADAMS, Président.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Thos. A. Adams, Sam'l H. Kennedy, C. D. Buddecke, James J. Hanna, Sam'l B. Newman, A. Duthill, P. H. Foley, Wm. Edwards, Norman Jackson, A. Obel, A. Thomson, A. B. Reading.

25 mai—3m

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands.

TREIZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'Etat suivant de ses affaires:

Montant des primes reçues pendant l'année expirée le 31 mai 1867, y compris les primes non expirées de l'année précédente:

Sur les risques d'incendie	$835,910 49	
Sur les risques de rivières	200,338 05	
Sur les risques de mer	357,231 32	
Total des primes		$1,433,479 86
En moins.—Primes sur risques non-expirés le 31 mai 1867	$224,182	
Primes remboursées	25,955 29	250,137 29
Montant net des primes le 31 mai 1867		$1,183,342 57
Pertes payées pendant l'année:		
Sur les risques d'incendie	$311,223 89	
Sur les risques de rivieres	199,719 43	
Sur les risques de mer	278,627 60	
	$789,570 92	
Taxes	53,650 57	
Ré-assurances—Dépenses—Profits, pertes, moins intérêts	83,302 44	$926,523 93
Bénéfice net		$256,818 64

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Propriétés foncières	$159,617 87
Billets garantis par hypothèques	591,980 18
Billets garantis par nantissements	106,087 40
En caisse	74,750 32
Actions de banques et de chemins de fer	142,735
Primes en voie de perception	95,629 88
Bons de la Ville	59,639
Effets à recevoir	113,891 79
Scrips de Compagnies d'Assurances	36,715
Actions du Dry Dock Vallette	15,000
Actions de la Presse "Levee Steam"	5,000
Actions du "Marine Dry Dock"	2,950
Actions du "Merchants Exchange"	1,000
Actions du "Lightering Wrecking Co"	1,000
Bons de l'Etat	1,500
Total	$1,406,416 43

En moins: Intérêts non réclamés, et intérêts à payer en juillet prochain	$95,264 12	
30 pour cent sur le capital du scrip de 1859, payable en juillet	59,548 50	
Primes sur risques non terminés le 31 mai 1867	224,182	$378,994 62
Actif net		$1,027,421 81

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

PAUL FOURCHY, Secrétaire.
JOHN PEMBERTON, Président.

ETAT DE LA LOUISIANE. Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans. Assermentés et signé pardevant moi, ce 6 juin 1867.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

A une Assemblée des Directeurs tenue le 6 juin 1867, il a été résolu de déclarer un dividende en scrip, de vingt pour cent sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrips seront émis le premier lundi d'août prochain. Il a été aussi résolu de payer le deuxième lundi de juillet prochain, TRENTE POUR CENT SUR LE CAPITAL DU SCRIP DE 1859 et Six pour Cent d'intérêts sur tous les scrips émis par la Compagnie.

— Directeurs. —

John Pemberton, M. Paig, Chas. Sagory, David McCoard, Pierre Poutz, P. Maspero, S. Q. Relf, L. T. Généres, J. J. Fernandes, J. Morgan Hall, E. Dupeaseur.

7 juin—3m

COMPAGNIE d'Assurance Mutuelle des Citoyens

DIXIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1866		$386,315 35
Primes d'incendie	$231,423 04	
Primes de mer	96,218 61	
Primes de rivière	58,673 70	386,315 35
Moins les risques non expirés	$47,946 00	
Primes remboursées	2,942 06	50,888 06
Montant net des primes		$335,427 29
Pertes payées:		
Pertes par l'incendie	$102,194 98	
Pertes sur les mers	104,111 22	
Pertes sur les rivières	18,047 23	
	$224,353 43	
Réassurances	16,422 11	
Remboursements de vingt et vingt-cinq pour cent	30,019 74	
Plus, les frais, les taxes de revenu intérieur, les profits et pertes, l'intérêt sur le scrip, l'intérêt en moins, etc	31,261 31	296,116 84
Bénéfice nets		$39,310 65
Montant net des primes le 30 nov 1866		$335,427 29
Moins, le montant sur lequel il a été remboursé vingt et vingt-cinq pour cent		176,686 30
Montant participant au bénéfice		$148,761 05

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets	$26,103 37
Primes en voie de perception	110,867 06
Placé en bons de banques	71,361 56
Placé sur engagements	26,427 70
Prêts sur hypothèques	2,457 43
Placé en bons de chemins de fer	9,350 00
Placé en scrip de compagnies d'assurance	49,052 00
En caisse	30,369 29
	$346,775 38

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, Président.
H. CASTAREDE, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE. Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans. Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 17 décembre 1866.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividend scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participant au bénéfice, pour l'année expirée le 30 novembre 1866, dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de février prochain. Il a été en plus résolu de payer six pour cent sur les certificats de scrip non encore payés, à partir du deuxième lundi de février 1866.

DIRECTEURS:

J. Lorber, A. Miltenberger, A. Verlois De Gray, J. Lemore, Jhon Gauche, L. Grand, Jas. A. White, T. Avendano, O. Gaillard, A. H. D'Mesa, J. A. Stouse, F. Mathon, A. Bidault.

Bureau, rue Carondelet, No 3.

1e—1an

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun. NLLE-ORLEANS, RUE DU CAMP, No. 61.

ONZIEME ETAT ANNUEL De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 Décembre 1866.

Montant de primes pour l'année expirée le 31 Décembre 1866, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$281,338 30	
Sur les risques de mer	83,106 86	
Sur les risques de rivières	295,054 48	
	$659,421 44	
Risques non expirés le 31 déc.	63,343 00	$722,824 44
A déduire:		
Risques non expirés le 31 déc. '66	66,835 00	
Primes remboursées le 31 déc. '66	4,597 16	71,432 16
Montant net des primes le 31 déc. '66		$651,342 28
Pertes payées durant la même période:		
Sur les risques d'inc.	$66,277 15	
Sur les risques de mer	49,519 49	
Sur les risques de riv.	208,121 68	323,918 32
Réassurances	4,267 90	
Quinze, vingt et vingt-cinq pour cent d'escompte sur primes	103,399 61	
Montant réservé pour pertes non réglées	80,800 00	
Dépenses, taxes, profits et pertes escompte et intérêt en moins	39,997 62	586,583 45
Bénéfice net		$64,758 83
Montant net des primes		$651,342 28
En moins—montant des primes sur lesquelles il a été remboursé quinze, vingt et vingt-cinq pour cent		522,008 14
Montant net des primes participant au bénéfice		$129,33[illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placé en bons de la ville et de l'Etat, évalués à	$430,390 00
Placé en actions de banques et du gaz	173,001 00
Prêté sur gage	39,500 00
Prêté sur hypothèque	30,600 00
Effets	26,209 86
Primes dues et en voie de perfection	41,082 61
Scrip d'autres Compagnies d'Assurance	14,105 00
Fonds n'ayant pas cours	5,790 00
En caisse	276,645 92
	$1,036,733 56

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE. Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermentés et signé pardevant moi, ce 16 janvier 1867.

G. H. BRAUGHN, Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer six pour cent d'intérêt, sur les certificats de profit non encore payés, à partir du 11 février prochain, et de racheter à partir de la dite date, CINQUANTE POUR CENT du scrip de 1858. Ils ont en outre déclaré un dividende scrip de CINQUANTE POUR CENT sur le montant net des primes (participant profit) de l'année expirée le 31 décembre 1866, et il sera émis des certificats à cet effet à partir du 15 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président.
JOHN G. GAINES, Vice-président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS:

John G Gaines, H T Lonsdale, John C Ricks, Sumpter Turner, R J Hart, B Biscoe, J H Stauffer, J B Bres, Henry Renshaw, Thos. A James, Thomas Sloo, J G Barelli.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

TREIZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes de l'année expirée le 28 février 1867		$838,130 13
Savoir: Primes d'incendie	$403,775 24	
Primes de mer	201,377 22	
Primes de rivières	232,974 66	$838,130 13
En moins, primes remboursées	$4,413 10	
En moins, primes non expirées	40,294 00	$44,707 10
Montant net des primes		$793,423 03
Pertes payées.		
Pertes par l'incendie	$190,352 80	
Pertes sur mer	131,969 29	
Pertes sur les rivières	204,175 36	
	$476,517 35	
Réassurances	43,384 34	
Dépenses, taxes, intérêts, escompte, etc.	55,273 87	
Escompte au lieu de scrip	77,770 36	$653,945 92
Bénéfice net		$139,477 11

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placé en propriété foncière	$36,850 52
Placé en hypothèque sur propriété foncière	65,862 56
Placé en bons de la ville et autres	82,220 00
Placé en actions de banque et autres	111,056 00
Placé en scrip de Compagnies d'Assurance	121,727 50
Prêts sur garanties	22,150 00
Effets	34,956 47
Primes en voie de perception	101,636 51
En caisse	162,832 31
	$739,448 31

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE. Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce 19 mars 1867.

PAUL W. COLLENS, Troisième juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de l'année expirée le 28 février 1867, et pour ce dividende, il sera émis des certificats à partir du 1er juillet prochain.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai 1867, aux porteurs ou à leurs ayant-cause, dix pour cent d'intérêt sur tous les certificats de scrip non encore payés.

CHAS BRIGGS, Président.
ANT. CARRIERE, Vice-Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Charles Briggs, A R Montgomery, Ant Carrière, Chas Welsham, Geo A Fosdick, A Lecour, Mason Pilcher, Frank Williams, R. Brugier, Thomas Byrne, Chas Lafitte, John Thornhill, John S. Maunsell, W A Violett, P Anderson, D Plaggio, Alfred Kearny, Hugh Macdonald, A Freriche, Harlow J Phelps, Geo W Dunbar, Wm H Pinckard, E F Stockmeyer, Henry H Bryan, Geo W Hynson, John S Wallis, Arch'd Montgomery, J B Ehlers, Henry J Vose, George Foster, E Marquese, Andrew Stewart.

21 mars— L B Pothier

NANCY JEANNE BARRETT & WM. B BARRETT vs. WM. KREEKENBERG.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 18 654—En vertu d'un writ de fieri facias contre Wm Ma[illegible], à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, dix sept d'août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

1o—Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet ou triangle borné par les rues Poydras, Julie et Broad, désigné par le numéro Trois, d'après un croquis annexé à un acte au rapport de Wm. Shannon, notaire public en cette ville, en date du 5 mars 1866, portant vente par Cornelius C. Beard à M. Schul.

Le dit terrain mesure deux cent trente-sept pieds deux pouces sept lignes de face à la rue Julie, deux cent quarante pieds cinq pouces de face à la rue Poydras, quarante-huit pieds huit pouces deux lignes ou à peu près sur la ligne limitrophe des numéros Un et Deux du dit îlet.

Ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur Wm. Martin, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite du dit Cornelius C. Beard, suivant acte au rapport du dit notaire Wm Shannon, en date du 5 mars 1866.

2o—Un terrain situé dans le Premier District de cette ville dans l'îlet borné par les rues Poydras, Broad et Julie, désigné par le No 1, suivant plan de Buisson, voyer, daté du 18 février 1850 et mesurant quarante quatre pieds dix pouces quatre lignes de face à la rue Broad deux cent deux pieds huit pouces une ligne de face à la rue Poydras, vingt quatre pieds quatre pouces une ligne sur la ligne limitrophe du numéro Trois deux cent un pieds quatre pouces sur la ligne limitrophe du numéro Un.

Ce terrain appartient au défendeur Wm Martin au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de P. S. de Chasal, suivant acte au rapport de M. Gernon, notaire public en cette ville, en date du 26 mai 1866.

3o—Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Poydras, Julie et Broad, et désigné par le numéro Un, suivant croquis annexé à un acte au rapport de Wm. Shannon, notaire public en cette ville, en date du 15 mars 1866, portant vente par C. Beard à M. Schul.

Le dit terrain mesure quarante quatre pieds de face, deux lignes de face à la rue Broad, sur une profondeur de deux cent cinquante pieds de [illegible] deux cent un pieds quatre pouces et sept lignes et une largeur derrière de vingt-quatre pieds quatre pouces et une ligne.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur Wm. Martin, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Michael Kain, suivant acte au rapport de M. Gernon, notaire public en cette ville, en date du 6 d'octobre 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

17 juillet—17,26—aout 3,9,17

George Dorrance vs Jerome Bradley et als. William Holland et als. vs. la goëlette "Edith Brown" et als.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—Nos 17,353 et 19,664—En vertu de deux writs de fieri facias, à moi adressés par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans les affaires ci-dessus, je procéderai SAMEDI, dix août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

La goëlette "Edith Brown", ses voiles, amarres, etc., telle qu'elle se trouve aujourd'hui sur le fleuve Mississipi, au pied de la rue Barthelemy, Troisième District de cette ville.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

9 juil—18, 26—août 3, 9

La Compagnie d'ASSURANCE MUTUELLE DE LA LOUISIANE vs. ANTONIO ACOSTA.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 19,579—En vertu d'un ordre de vente et saisie à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-sept de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un certain terrain avec les bâtisses qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Frenchmen, Craps, Espagne et Mandeville, désigné par le No 5, ayant trente pieds de face à la rue de Craps, sur cent soixante pieds de profondeur.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une maison basse en bois, couverte en bardeaux, portant le No 524, sur la rue de Craps, une cuisine basse en bois couverte en bardeaux, etc.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Joseph A. Dias, suivant acte au rapport de [illegible], notaire, en date du 12 mai 1850, enregistré au bureau des Aliénations au Livre 52, fo 285.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

26 juin—juillet 3,12,20 27

ALMIRA DUBOIS, Administratrice de O. Dubois vs. WILLIAM MISH.

CINQUIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 14,949—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI vingt-sept de Juillet 1867, à midi à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Tous les droits, titres et intérêt du défendeur Wm Mish, à savoir: LA MOITIE INDIVISE à:

1o. Trois certains Terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues St Charles, Poydras, du Camp et Gravier, et désignés par les numéros Deux, Trois et Quatre, d'après un plan dressé par Joseph Pilié, ci-devant voyer, le 22 d'août 1837.

Le No Deux mesure vingt-cinq pieds onze pouces et quatre lignes de face à la rue St Charles sur cent vingt-cinq pieds six pouces de profondeur.

Et les Nos Trois et Quatre mesurent, chacun, vingt-cinq pieds onze pouces et quatre lignes de face à la rue St Charles sur cent soixante-dix pieds six pouces de profondeur, entre lignes parallèles, mesure anglaise.

2o—Et un autre terrain contigu au dit terrain No Quatre sus décrit et mesure, mesure française, vingt deux pieds six pouces de face à la dite rue St Charles, sur 160 pieds de profondeur entre lignes parallèles, borné du côté de la rue Poydras par le dit terrain No Quatre et du côté de la rue Gravier par la propriété appartenant à la succession de M. Farrié.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a été acquise par le défunt O. Dubois et le défendeur Wm. Mish, conjointement de John Hoe, suivant acte au rapport de H. B. Cénas, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 16 janvier 1850.

Aussi, l'intérêt du dit défendeur Wm Mish, à savoir: la moitié indivise du loyer accru de la propriété louée à bail à de bons locataires, à raison de $980 par mois pour la totalité, lequel bail expirera en octobre 1870.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

26 juin—3, 12, 20, 27 juillet

Thomas H. O'Brien vs la goëlette Julia et als

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—No. 17,478.—En vertu d'un ordre de vente rendu par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, vingt-trois juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

La goëlette JULIA, ensemble avec ses voiles, amarres, &c., telle qu'elle se trouve aujourd'hui dans le fleuve Mississipi, au pied de la rue Barthelemy, Troisième District.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Douze mois de crédit, avec sécurité bonne et solvable, conformément à la loi. L'acquéreur déduira du prix de son enchère le montant des annonces, des frais du greffier et du shérif et de gardienage, s'élevant ensemble à la somme de cinq cents piastres ($500) ou environ.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

12 juillet—12,15,18,20,23

Weeks & Potter vs James Gonegal. M. Potony vs le même.

Troisième Cour de District de la Nouvelle Orléans—Nos 23,796 et 23,804.

EN vertu de deux writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus, je procéderai le MERCREDI, vingt-quatre de juillet 1867 à 10 heures A. M., sur les lieux ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de—

Le Fonds d'une PHARMACIE située rue St-Charles No 2[illegible], dans le Premier District de cette ville, suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Saisi dans les affaires ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

12juil—15,18 20 24

A. Ravelet vs. ses Créanciers et les Créanciers de C. Ravelet & Son—No 23,212.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle Orléans—Avis est par le présent donné aux créanciers du susdit insolvable, d'avoir à déduire, sous dix jours à dater de la première publication du présent avis, les raisons pour lesquelles le compte présenté par le syndic ne serait pas approuvé et homologué, et les fonds entre ses mains répartis conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour, J. O. CHALON, Député-Greffier.

16 juillet—20, 25.

L'ETAT DE LA LOUISIANE—Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.—Je certifie, par les présentes, que le 15 juin 1867, jugement a été rendu à cette Cour, dans le procès suivant, dans les termes et chiffres suivants, savoir:—No 23,30[illegible]—Mary E. Fisher vs. Geo. W. Walker.—Dans cette affaire soumise pour adjudication avec le consentement des avocats, la loi et les preuves étant en faveur de la demanderesse, il est ordonné, adjugé et décrété que jugement de séparation de biens et une dissolution de la communauté d'acquêts et de gains soit rendu en faveur de la demanderesse, Mme Mary Elizabeth Fisher, épouse de George W. Walker, Jr., et contre le défendeur, George W. Walker, Jr., son mari. Il est en plus ordonné que la demanderesse recouvre du défendeur la somme de trois mille cinq cents piastres avec intérêt légal sur $1,000, à partir du 23 janvier 1865, et sur $2,500 à partir du 15 janvier 1861, jusqu'à parfait paiement, et les frais du procès, avec lien et privilège [illegible] [illegible]. Rendu le 15 juin 1867. Signé le 20 juin 1867.

E. T. FELLOWES, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et le cachet de la dite Cour, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 20 juin 1867, et la quatre-vingt-onzième année de l'indépendance des Etats-Unis.

J. O. CHALON, Député-Greffier.

29 juin—22—3,16,26 juillet

L'ETAT DE LA LOUISIANE—Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—Je certifie que par les présentes, que le 10 juin 1867, jugement a été rendu dans cette cour, dans le procès suivant, dans les termes et chiffres suivants, savoir:

No 17,716—Marie Marguerite Reyff contre Marie Joseph L. G. Reyff—Sur motion de J. W. Dirhammer, avocat de la demanderesse, et sur production de preuves en sa faveur—il est ordonné et adjugé que le défaut rendu le 26 mars 1867 soit maintenant confirmé et rendu définitif, qu'il y ait jugement en faveur de la demanderesse, Mme Marie Marguerite Reyff, et contre le défendeur, leslit M. J. L. G. Reyff, son mari; que la communauté d'acquets et de gains existant jusqu'à ce jour entre les dites parties soit dissoute; que la demanderesse recouvre du défendeur la somme de trois mille cent-vingt piastres, avec intérêt légal, [illegible] avec frais du procès—avec l'hypothèque et le privilège que la loi accorde aux femmes mariées sur les propriétés de leurs maris.

Il est de plus ordonné qu'un honoraire de cinquante piastres soit alloué à A. D. Bernoudy et Théodore Duvert [illegible] experts [illegible].

Jugement rendu le 10 juin 1867. Jugement signé le 14 juin 1867.

CHAS LEAUMONT, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et le sceau de la dite cour, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 1er juillet de l'année de Notre Seigneur mil-huit-cent-soixante-sept, et la quatre-vingt-onzième année de l'indépendance des Etats-Unis.

11 juil—20,20,18 A. D. BERNOUDY, député greffier.

VENTES A L'ENCAN.

SUCCESSION DE F. E. A. MALLARD.—No 16,886.

Vente, à l'encan, de la moitié indivise de onze terrains, situés près la rue du Canal, dans l'îlet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Palmyre, Clara et Génois.

PAR PALFREY & HILL. H. W. PALFREY, Jr., encanteur. Bureau, rue Carondelet, No 55.

IL sera vendu, SAMEDI, 3 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, en vertu et de conformément à un ordre de l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle Orléans, signé le 14 juin 1867, les propriétés foncières ci-après décrites et appartenant à la succession de F. E. A. Mallard, décédé, savoir:

La moitié indivise de onze terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Palmyre et Génois. Les dits terrains sont désignés par les numéros 1, 2, 3, 4, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 sur un plan dressé par Geo. T. Dunbar, daté du 12 décembre 1849 et déposé à l'étude de Jules Mossy, ancien notaire de cette ville, et sur un plan figuratif déposé à l'étude de R. Brenan, ancien notaire de cette ville.

Le terrain No 1 forme l'angle des rues Jackson (maintenant Gasquet), et Génois, sur 106 pieds de profondeur et face à la rue Génois.

Les terrains Nos 2, 3 et 4 se touchent; ils ont chacun 30 pieds de face à la rue Jackson ou Gasquet, sur 106 pieds de profondeur, entre lignes parallèles. Le terrain No 21 forme l'angle des rues Palmyre et Génois, et a 33 pieds 6 pouces de face à la rue Palmyre, sur une profondeur et façade, sur la rue Génois, de 106 pieds. Les terrains Nos 18, 19 et 20 se touchent; ils ont chacun 30 pieds de face à la rue Palmyre, sur une profondeur de 106 pieds, entre lignes parallèles. Les terrains Nos 22, 23 et 24 se touchent; ils ont chacun 34 pieds 6 pouces 6 lignes de face à la rue Génois, sur une profondeur de 132 pieds 6 pouces et 4 lignes, entre lignes parallèles. Le tout en pied français.

La proximité de ces propriétés à la rue du Canal en fait un bon placement. La vente se fera au terrains au gré des acheteurs.

Les plans sont à la Bourse.

Conditions—comptant, en billets du Trésor des Etats-Unis.

Les actes de vente, y compris les timbres de Revenu Intérieur des Etats-Unis, pardevant Geo. W. Christy, notaire public, aux frais des acquéreurs.

27 juin—27—13 juillet—3 août

John H. Carter vs Mary Jane Laws, épouse de Francis T. Keeler.

CINQUIEME COUR DE DISTRICT de la Nlle-Orléans—No 17,723—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI six août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un certain terrain situé dans le Troisième District de cette ville et faisant partie d'une grande étendue de terre connue autrefois sous le nom de propriété Kernion, et désigné par le numéro Un de l'îlet numéro Sept suivant plan de Lucien Hermann, ci-devant voyer, et déposé à l'étude de [illegible] Hermann, ci-devant notaire public en cette ville.

Le dit terrain est situé dans l'îlet compris entre les rues Lapeyrouse, Dupré, Onzaga et le Chemin de Gentilly, et mesure, mesure anglaise, cinquante pieds sept pouces de face au Chemin de Gentilly, vingt pieds de largeur derrière, quatre-vingt-seize pieds onze pouces sept lignes de face à la rue Onzaga dont il forme l'angle et borné de l'autre côté par le terrain numéro Deux, suivant le dit plan.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient à la défenderesse au moyen de l'acquisition qu'elle en a faite de Hugh Robinson, suivant acte au rapport de Edouard Barnett, notaire public en cette ville, en date du 10 juin 1857.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

6 juil—15 23 30 aout 6

S. McCONNELL vs M. W. WETMORE.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 19 686—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI vingt trois de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

L'îlet numéro quatre-vingt-dix-sept, borné par les rues Van Buren, Euphrosine, Troisième et Vénus, contenant vingt terrains, Nos 1 à 20 inclusivement.

L'îlet numéro cent, borné par les rues Troisième, Euphrosine, Vénus et Deuxième, contenant vingt-quatre terrains, Nos. 1 à 24 inclusivement.

L'îlet numéro cent-huit, borné par l'Avenue St Jean, les rues Agloid, Violet et le chemin dit "Turnpike Road," contenant quinze terrains, Nos. 1 à 15 inclusivement.

L'îlet numéro seize, borné par les rues Salcedo, de la Douane, Bienville et Gayoso, contenant vingt terrains, Nos. 1 à 20—Conformément au plan dressé par Louis Surgi, arpenteur, daté du 25 avril 1849 et déposé en l'étude de O. H. Perry, ci-devant notaire public en cette ville, le 8 mai 1850.

L'îlet numéro douze, borné par les rues Lopez, Conti Salcedo et le canal Carondelet contenant six terrains, Nos. 1 à 6 inclusivement.

Ensemble avec tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite du demandeur, suivant acte au rapport de Hugh Madden, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 13 avril 1850.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Cette vente est faite à la seconde et dernière, la dite propriété sera définitivement adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, pourvu que le prix qu'il sera offert à ce moment suffise pour satisfaire le montant de la ou des hypothèques et privilèges supérieurs à celui du poursuivant, au demandeur, sur conditions de paiement suivantes: [illegible]

Ledit acquéreur pourra garder en comptant, et en déduction du prix d'adjudication, les frais d'annonces et ceux du greffier, etc., s'élevant approximativement à la somme de $160 00 cts, ou environ, ainsi que le montant des taxes d'Etat, de paroisse et de ville.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

6 juillet—6,10,15,19,23

Jas. W. Watson vs Thaddeus P. Mott et le Remorqueur Baltic et als

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 23,355—En vertu d'un ordre de vente rendu le 21 juin 1867 à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le vendredi, vingt six juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

Le remorqueur BALTIC, tel qu'il se trouve actuellement dans le fleuve Mississipi, près de la briqueterie Jourdan, au dessous de cette ville.

Saisi provisoirement dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

2 juin—25—3,11,19,26 juillet

STUART & WALKER vs CHARLES IZARD.

CINQUIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 17,244—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI douze d'août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit, savoir:

Tous les droits, titres et intérêt du défendeur Charles Izard dans—

Deux terrains situés dans le Premier District de la Nouvelle-Orléans, dans l'îlet borné par les rues Carondelet, Freret, Prieur, Clio et Erato et désignés par les numéros trente-un et trente-deux sur un plan portant le No 163, déposé en l'étude de T. O. Stark, notaire public en cette ville.

Les dits terrains sont contigus et mesurent chacun vingt neuf pieds de façade à la rue Erato, sur une profondeur de cent vingt sept pieds, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

11juil—20 30—6,12 août

L. F. PERROUX vs PIERRE LACOSTE.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 20,239—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt sept de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Une certaine étendue de terre située dans la paroisse d'Orléans, sur la rive droite du fleuve Mississipi, à quatre milles environ de cette ville, mesurant deux arpents et demi de face au fleuve, sur la profondeur qu'elle peut avoir jusqu'à la limite inférieure par la propriété appartenant à la succession de Ed. Fortier et la limite supérieure par la propriété appartenant à M. Edmond Fortier.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur de la manière suivante, savoir: Le quart indivis des deux arpents ci-dessus décrits, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite des héritiers de feu Casimir Lacoste, suivant acte au rapport de P. Lacoste, notaire public en cette ville, en date du 13 janvier 1859, et l'autre cinquième par lui en a fait héritier de son père et comme ayant droit d'héritier pour un cinquième dans la dite succession.

Et le deuil arpent ci-dessus décrit, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite d'Hyppolite Fortier, suivant acte au rapport du dit notaire Lecoste, en date du 7 mai 1856.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

25 juin—3, 11, 19, 27 juil

Le beau magasin en brique et à quatre étages bien situé, au coin des rues Camp et Canal

Vente à l'encan.

Dans l'affaire de la Première Banque Nationale de la Nlle-Orléans.—No 18,141. Devant la Cinquième Cour de District de la Nlle-Orléans.

PAR MONTGOMERY, BROS & CO., R. M. MONTGOMERY, encanteur.

EN vertu d'un ordre de vente, daté du 3 juillet 1867, et en vertu supplémentaire daté du 10 juillet 1867, rendu par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire de la Première Banque Nationale de la Nlle-Orléans, No 18,141 du dossier de la dite Cour, je vendrai, à l'enchère publique, SAMEDI, 17 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, dans la rue Royale, entre les rues Canal et Douane, dans le Deuxième District de cette ville, la propriété ci-après décrite:

UN TERRAIN, avec toutes les bâtisses et améliorations qui se trouvent dessus, avec tous les droits, voies, servitudes, privilèges et avantages qui lui appartiennent—lequel terrain est situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Canal, Commune, Camp et Magasin. Le dit terrain est désigné par le No 1, et forme l'angle des rues Camp et Canal; il a 43 pieds 5 pouces 2 lignes de face à la rue du Canal, 86 pieds 10 pouces de face à la rue du Camp, 62 pieds 5 pouces de face dans la ligne du fond, et 24 pieds de face dans la ligne du côté, pied anglais, d'après le croquis du dit terrain fait par Pilié & Daquemy, ingénieurs civils et architectes, daté du 15 novembre 1865, annexé à un acte d'Edouard Barnett et de Williamson Terry, exécuteurs testamentaires de la succession de S. F. Slatter, pardevant Alphonse Barnett, notaire public, le 2 janvier 1866. C'est la même propriété que la Première Banque Nationale de la Nouvelle-Orléans a acheté de Henry Hart, le 4 avril 1867, par acte passé pardevant P. Cénas. Cuvellier, notaire public.

Conditions—L'acquéreur assumera:—

1o—Le privilège de dessèchement.

2o—L'hypothèque accordée par Henry Hart pour garantir le paiement de quatre billets de ($5,000) cinq mille piastres chacun, datés du 20 décembre 1865, payables à un, deux, trois et quatre ans, et portant intérêt à raison de huit pour cent l'an, de la date à parfait paiement.

3o—L'hypothèque accordée par Henry Hart, pour garantir le paiement &c. du billet fait par lui, pour la somme de ($9,000) neuf mille piastres, daté du 28 mars 1866, à son propre ordre, endossé par lui, payable à 7 mois de date. Le paiement du dit billet a été prolongé au 1er novembre 1867 et l'intérêt est payé jusqu'à cette date.

4o—L'hypothèque accordée par Thos P. May, président de la Première Banque Nationale de la Nouvelle-Orléans, le 4 avril 1867, pour garantir le paiement d'un billet donné par lui en à dite propriété, pour la somme de quatorze cent soixante-treize piastres et trente six cents (1,473 36) payable le 29 octobre 1867.

Pour le reste—l'acquéreur payera au comptant.

Cette vente est faite sujette à un bail à Dreyfus Brook Co, par acte passé par devant Edouard Barnett, notaire public, le 20 janvier 1868 pour le terme de trente-quatre mois à partir du 1er janvier 1868 à raison de $744 65 par mois, payable à la fin de chaque mois. Le bail, Dreyfus Bros & Co, ont donné leurs billets, excepté pour les trois derniers mois pour lesquels le loyer a été payé.

Aucune réduction ne sera faite à l'acquéreur, sur le montant de l'adjudication pour les trois mois pour lesquels le loyer a déjà été payé.

Les plans sont exposés à la Bourse.

L'acte de vente, y compris les timbres de revenu intérieur des Etats-Unis, pardevant Edouard Barnett, aux frais de l'acquéreur. 6 juillet—13,20,23 aout 16 17

Magasins en briques.

Numéros 149 et 151, rue Julie.

Succession d'Ann Eliza Hosmer, Adelaïde Clara Brown et al.—No—

Sixième Cour de District judiciaire, — Paroisse de St. Tammany.

Dans l'affaire de la mineure Laura Louisa Brown No 7,8[illegible].

Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

PAR C. E. GIRARDEY & Co., NICHOLAS J. HOEY, encanteur. Bureau, Exchange Place, No 17.

SAMEDI, 27 juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, dans la rue Royale, entre les rues Canal et Douane, en vertu d'un ordre de l'Hon. Sixième Cour de District judiciaire de la paroisse de St Tammany, La., et d'un ordre de l'Honorable John W. Thomas, juge de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, le premier daté Covington, le 1er juin 1867, et le second daté Nlle-Orléans, le 20 juin 1867, sera vendu, à l'enchère publique, la propriété ci-après décrite, savoir:

Deux certains lots de terre, dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Julie, Girod, Camp et Ste Marie, désignés par les Nos 3 et 4, sur un plan dressé par W. T. Thompson, daté le 16 février 1867 et déposé en bureau de H. B. Cénas. Les dits terrains ont mesure 30 pieds de face sur la rue Julie, sur une profondeur, entre lignes parallèles, de 76 pieds.

Les améliorations consistent en une maison basse en briques, divisée en deux magasins, avec une cuisine en briques à un étage (double), portant les Nos 149 et 151 rue Julie.

Conditions de la vente.—Un tiers comptant, le reste à un crédit de 1 et 2 ans, en billets des acquéreurs, payables à leurs propres ordres et endossés par eux; [illegible] [illegible]

Actes de vente et les timbres de Revenu aux frais des acquéreurs, pardevant A. Hero Jr, notaire public.

25 juin—29—[illegible] juillet

Vente par le shérif de la paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

La Dame MARIE ANNA SALIBA, épouse de CLAUDE TRAVERS, vs. JULES C. SALIBA et als. (Action en partage.)

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 20,387—En vertu d'un jugement rendu le 24 mai 1867 et signé le 29 de mêmes mois et an, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, 30 de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication de—

Deux certains terrains contigus situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Julie, Baronne, St-Joseph et Carondelet.

Les dits terrains sont désignés par les lettres A & B, suivant plan dressé par Chs. A. de Armas, arpenteur et ingénieur, daté du 22 juin 1867, et déposé au greffe de la Cour susdite, mesurant chacun vingt deux pieds sept pouces et quatre 4/5 lignes de face à la rue Julie, sur cent un pieds de profondeur. Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Conditions—Un tiers du prix payable comptant, et la balance à un et deux ans de crédit, en billets divisés par coupons, à la convenance des héritiers, portant intérêt au taux de huit pour cent l'an de la date avec privilège de vendeur et hypothèque spéciale sur la propriété vendue jusqu'à parfait paiement.

La propriété devra être assurée et la police transférée aux vendeurs.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

29 juin—29; 8, 16, 24, 30 juil.

HENRY LARQUIE, DANIEL MORIARTY, subrogé vs. JULES BENIT.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 16 835—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le MARDI, six d'août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux certains terrains contigus situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues St-Paul, aujourd'hui Liberty, Héris, aujourd'hui Lafayette, Girondo, aujourd'hui Howard, et Poydras. Les dits terrains sont désignés par les numéros UN et DEUX de l'îlet numéro TRENTE-DEUX, suivant plan dressé par A. de Armas, architecte, le 24 mars 1851 et déposé en l'étude de A. Mazureau, notaire public en cette ville, pour recours, et mesurant chacun trente-six pieds de face à la rue St-Paul, aujourd'hui Liberty, sur une profondeur de cent sept pieds.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Victor Benit, suivant acte au rapport de J. Emile Jarreau, notaire public en cette ville, en date du 26 mars 1858.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

6 juillet—6 16 23,30—août 6

Vente par le shérif de la paroisse d'Orléans, l'effet d'opérer un partage.

B. Antognini vs. Louis Hereaard.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 19 857—En vertu d'un jugement rendu le 3 de juin et signé le 13 de juin 1867 et à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, vingt neuf de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication de—

Un terrain situé au faubourg Washington, dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet numéro dix et désigné par le numéro neuf, mesurant cinquante-trois pieds de face à la rue Lesseps, sur une profondeur de cent trente-huit pieds.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

28 juin—8,16,24 29juillet

SUCCESSION DE JACOB S. SOLIS.

Vente importante—31 terrains situés dans un quartier destiné à être un des plus beaux de la ville, à un îlet du marché Keller et à proximité de plusieurs chemins de fer de la ville et des dépôts du chemin de fer de Jackson

PAR ALFRED BOULIGNY, Encanteur. Bureau, rue Carondelet, No 20.

IL sera vendu à l'encan JEUDI, le 25 juillet 1867, à la Bourse des Négociants et Encanteurs, rue Royale entre les rues Canal et Douane, en vertu et conformément à un ordre de l'honorable J. W. Thomas, juge de la Seconde Cour de District de la Nouvelle Orléans, en date du 6 juin 1867, No 28918, les propriétés suivantes, situées dans le quatrième district de cette ville, appartenant à la succession de Jacob S. Solis:

Vingt deux terrains dans l'îlet No 296, borné par les rues Solis, (maintenant Locust,) Jacob, (maintenant Freret,) Jackson et Joséphine, et désignés par les numéros 1 à 22 inclusivement.

No 1—Le lot No 1 formant l'encoignure des rues Jackson et Jacob, (ou Freret,) mesurant 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Jackson, sur 129 pieds 6 pouces 1 ligne de profondeur et face à la rue Jacob (ou Freret.)

No 2—Les lots Nos. 2 et 3 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Jackson sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur.

No 3—Les numéros 4, 5 et 6 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 3 lignes de face à la rue Jackson sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur.

No 4—Les lots 7, 8 et 9 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Jackson sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur. Le numéro 9 formant l'encoignure des rues Jackson et Solis (ou Locust).

No 5—Le lot No 10 mesure 30 pieds 7 lignes de face à la rue Solis (ou Locust) sur 138 pieds 6 pouces 4 lignes de profondeur.

No 6—Le lot No 11 mesure 30 pieds de face à la rue Solis (ou Locust) sur 136 pieds 6 pouces 4 lignes de profondeur.

No 7—Le lot No 12 mesure 30 pieds 7 lignes de face à la rue Jacob (ou Freret) sur 138 pieds 6 pouces 4 lignes de profondeur.

No 8—Le lot No 13 mesure 30 pieds de face à la rue Solis (ou Locust) sur 138 pieds 6 pouces 4 lignes de profondeur.

No 9—Les lots Nos. 14, 15 et 16 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 1 ligne de profondeur. Le lot No 14 formant l'encoignure des rues Solis (ou Freret) et Joséphine.

No 10—Les lots 17, 18 et 19 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Joséphine sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur.

No 11—Les lots Nos 20, 21 et 22 mesurent chacun 30 pieds 9 pouces 4 lignes de face à la rue Joséphine sur 129 pieds 4 pouces 1 ligne de profondeur. Le No 22 formant l'encoignure des rues Joséphine et Solis (ou Locust).

L'îlet No 295, borné par les rues Solis (ou Locust), Jacob (ou Freret), Joséphine et St-Andrew, contenant neuf terrains désignés comme suit:

No 12—Le lot No 23 mesure 30 pieds 7 lignes de face à la rue St-Andrew sur 147 pieds 3 pouces 4 lignes de profondeur et face à la rue Jacob.

No 13—Le lot No 24 mesure 30 pieds 9 pouces 7 1/3 lignes de face à la rue St Andrew, 30 pieds 9 pouces 3 lignes de face à la rue Joséphine, sur 147 pieds 2 pouces 1 ligne de profondeur sur la ligne du lot No 23 et 147 pieds 3 pouces 4 lignes sur la ligne du lot No 25.

No 14—Le lot No 25 mesure 30 pieds 9 pouces 7 1/3 lignes de face à la rue St Andrew, 30 pieds 9 pouces 3 lignes de face à la rue Joséphine sur 147 pieds 3 pouces 4 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 24 et 145 pieds 8 pouces 1 1/2 ligne de profondeur sur la ligne du lot No 26.

No 15—Le lot No 26 mesure 30 pieds 9 pouces 7 1/3 lignes de face à la rue St Andrew, 30 pieds 9 pouces 3 lignes de face à la rue Joséphine sur 145 pieds 11 pouces 1 1/2 ligne de profondeur sur la ligne du lot No 25, et 144 pieds 7 pouces 3 1/3 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 27.

No 16—Le lot No 27 mesure 30 pieds 9 pouces 6 lignes de face à la rue St-Andrew, 30 pieds 9 pouces 3 lignes de face à la rue Joséphine sur 144 pieds 3 pouces 3 1/3 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 26, et sur 142 pieds 11 pouces 5 1/3 lignes sur la ligne du lot No 28.

No 17—Le lot No 28 mesure 30 pieds 9 pouces 6 lignes de face à la rue St-Andrew, sur 143 pieds 2 pouces 6 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 27, et 141 pieds 7 pouces 7 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 29.

No 18—Le lot No 29 mesure 30 pieds 9 pouces 7 1/3 lignes de face à la rue St-Andrew, 30 pieds 9 pouces 3 lignes de face à la rue Joséphine, sur 141 pieds 7 pouces 7 lignes sur la ligne du lot No 28, et 140 pieds 5 pouces 4 lignes sur la ligne du lot No 30.

No 19—Le lot No 30 mesure 30 pieds 9 pouces 7 1/3 lignes de face à la rue St-Andrew, sur 140 pieds 5 pouces 4 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 29, et 139 pieds 1 pouce 4 1/3 lignes sur la ligne du lot No 31.

No 20—Le lot No 31 formant l'encoignure des rues Joséphine et St Andrew, mesure 30 pieds 9 pouces 6 lignes de face à la rue St Andrew, sur 140 pieds 7 pouces 7 lignes de profondeur sur la ligne du lot No 30 et 139 pieds de face à la rue Solis ou Locust.

Le tout conformément au plan dressé par C. A. de Armas, arpenteur, le 17 mai 1867.

—TERMES ET CONDITIONS—Un tiers comptant en billets du Trésor des Etats-Unis, et la balance à un et deux ans, en billets des acquéreurs à leur propre ordre, endossés par eux et payables au bureau de l'encanteur, portant 8 0/0 d'intérêt par an jusqu'à parfait paiement et garantis par hypothèque sur les propriétés vendues. Cinq pour cent d'intérêt, en cas de poursuites pour le recouvrement desdits billets.

Actes de ventes pardevant A. Pitot, Jr., notaire public, aux frais des acquéreurs, y compris les timbres des Etats-Unis. 27 juin, 27—8, 13, 19, 25 juillet

Succession de Robert C. Armstead. No 18,323.

Vente, à l'encan, de la moitié indivise de onze terrains, situés près la rue du Canal, dans l'îlet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Palmyre, Clark et Genois.

PAR PALFREY & HILL. H. W. PALFREY, Encanteur. Bureau, rue Carondelet, No 55.

IL sera vendu, SAMEDI 3 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, en vertu de et conformément à un ordre de l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nlle-Orléans, signé le 18 juin 1867, les propriétés foncières ci-après décrites et appartenant à la succession de Robert C. Armstead, décédé savoir:—

La moitié indivise de Onze Terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Jackson (maintenant Gasquet), Clark, Palmyre et Génois. Lesdits terrains sont désignés par les Nos 1, 2, 3, 4, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 sur un plan dressé par George T. Dunbar, daté du 12 décembre 1849 et déposé en l'étude de Jules Mossy, ancien notaire de cette ville, et sur un plan figuratif déposé à l'étude de R. Brenan, ancien notaire public de cette ville. Le terrain No 1 forme l'angle des rues Jackson (maintenant Gasquet) et Génois; il a 33 pieds 6 pouces de face à la rue Jackson, sur 106 pieds de profondeur et façade sur la rue Génois. Les terrains Nos 2, 3 et 4 se touchent; ils ont chacun 30 pieds de face à la rue Jackson ou Gasquet, sur 106 pieds de profondeur, entre lignes parallèles. Le terrain No 21 forme l'angle des rues Palmyre et Génois; il a 33 pieds 6 pouces de face à la rue Palmyre, sur une profondeur et façade, sur la rue Génois, de 106 pieds. Les terrains Nos 18, 19 et 20 se touchent; ils ont chacun 30 pieds de face à la rue Palmyre, sur une profondeur de 106 pieds, entre lignes parallèles.

Les terrains Nos 22, 23 et 24 se touchent; ils ont chacun 34 pieds 6 pouces 6 lignes de face à la rue Génois, sur une profondeur de 132 pieds 6 pouces 4 lignes, entre lignes parallèles—le tout en pied français.

La proximité de ces propriétés à la terre du Canal en fait un placement avantageux. La vente se fera en terrains au gré des acheteurs. Voir les plans à la Bourse.

Conditions de la vente—Comptant, en billets du Trésor des Etats-Unis.

Les actes de vente, y compris les timbres de Revenu Intérieur des Etats-Unis, pardevant George W. Christy, notaire public, aux frais des acquéreurs.

27 juin—juillet 13—aout 3

Succession de Chas. Schuttler—No 25,493.

Septième Cour judiciaire, paroisse des Avoyelles, No—

Grande vente de terrains améliorés, situés dans le Premier et le Quatrième Districts.—

Dans les affaires Adeliska Françoise Caspar, ci-devant veuve de Chas. Schuttler, aujourd'hui femme de Jean Michel Robert; Catherine Schuttler, femme de John Nick; Louise R. Schuttler, veuve de George Kaiser; Rosa M Schuttler, femme de Chas. N. Zunmer; Amélie Lisette Schuttler, Azélia Louisa Schuttler et Adolphe Ziler Schuttler, héritiers mineurs du dit Chas. Schuttler.

PAR GARDNER SMITH, YEISER & CO. GARDNER SMITH, encanteur. Bureau, No 90, rue du Camp.

IL sera vendu, samedi 17 août 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, dans la rue Royale, en vertu de et conformément à un ordre de l'honorable John W. Thomas, juge de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, daté du 12 de juillet 1867, et les propriétés ci-après décrites et appartenant à la succession de Charles Schuttler, savoir:

1o—Un terrain, avec les améliorations qui se trouvent dessus, situé dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Ste Marie, Jersey (aujourd'hui Annonciation), Félicité et Chippewa. Le dit terrain est désigné par le No 14 sur un plan de huit terrains appartenant à la succession de E. Crocker, plan dressé par J. G. Dreux, voyer, en date du 4 mai 1856 et déposé à l'étude de F. Grima, notaire; lequel terrain forme l'angle des rues Ste Marie et Annonciation et a, en pied anglais 34 pieds 6 pouces de face à la rue Ste Marie, sur 103 pieds 5 pouces 5 lignes de profondeur et face à la rue Annonciation, qui le sépare du terrain No 15 du dit plan.

Les améliorations comprennent deux "cottages" doubles, dépendances &c.

2o—Deux terrains, avec les bâtisses qui se trouvent dessus, situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Liberté, Howard, Terpsichore et Félicité, lesquels terrains sont désignés par les Nos 2 et 3, sur un plan, ils ont chacun 32 pieds de face à la rue Liberté, sur 125 pieds de profondeur, respectivement. Les dits terrains ont été achetés, de la succession de Mme Jno. Geo. Weber, d'après l'acte passé pardevant Robt. J. Ker, notaire public, le 25 août 1856. Les améliorations comprennent deux "cottages" doubles, dépendances, &c.

3o—Deux terrains, avec les améliorations qui se trouvent, situés dans le dit District de cette ville, désignés par les Nos 9 et 10 de l'îlet No 65, compris entre les rues Magasin, Septième, Camp et Huitième, d'après le plan, déposé pour référence, de la maison T. Beard, ancien notaire public. Les dits terrains se touchent; ils ont chacun 30 pieds de face à la rue Huitième, sur 120 pieds de profondeur, entre lignes parallèles. Les améliorations comprennent une maison "cottage" en bois sur chaque terrain, dépendances, &c.

—CONDITIONS—

Les trois-quarts comptant, en billets du Trésor des Etats Unis, et le reste à un an, deux, trois et quatre ans à partir de la date de la vente, en billets portant 8 pour cent d'intérêt, à partir de l'échéance, garantis par hypothèque sur les propriétés vendues, jusqu'à parfait paiement. Les acquéreurs devront faire assurer les bâtisses et transférer les polices à Mme Jean Michel Robert, tutrice, jusqu'à parfait paiement.

Les actes de vente, y compris les timbres de Revenu Intérieur des Etats Unis, pardevant Edouard Barnett, notaire public, aux frais des acquéreurs.

19 juillet—19,27—aout 3,10,17

W. A. Hurd vs. E. Duncan.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans, No 19,813—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, vingt neuf de juillet 1867, à 10 heures A. M., à mon entrepôt, No 32, rue Jefferson, dans le Second District de cette ville, à la vente publique et adjudication de:

Une Pendule.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

17juillet—20,23,25,29

AUCTION SALES.

S. GUINAULT'S SALES.

Succession of Sylvestre Norcoute Rabassa.

BY S. GUINAULT, Auctioneer, Office—Corner Bienville street and Exchange Alley.

TUESDAY, 13th August, 1867, will be sold at 12 o'clock m., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated 5th July, 1867, the following property, to-wit—

A LOT OF GROUND situated in suburb Tréme, Second District of this city, in square bounded by St. Ann, Dumaine, Derbigny and Roman streets; said lot of ground forming the corner of St. Ann and Derbigny streets, and measuring, French measure, 79 feet 8 inches front on St. Ann street, by 110 feet in depth and fronting on Derbigny street; together with all the buildings and improvements thereon.

Terms—Cash, in U. S. currency.

The above property is sold subject to a lease ending 28th September, 1867, at the rate of $20 per month. The taxes for the running year (1867.) as well as the U. S. stamps to be at the cost of the purchaser.

Act of sale before O. Drouet, notary public, at the expense of the purchaser. jy12 20 27 aug3 13

STATE OF LOUISANA, PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS.

BE IT KNOWN, THAT ON THIS TENTH DAY of April, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-seven, and of the Independence of the United States of America the ninety-first, before me, WILLIAM JOSEPH CASTELL, a notary public in and for the Parish of Orleans, State of Louisiana, duly commissioned and qualified, and in the presence of the witnesses hereinafter named, and undersigned, personally came and appeared:

The parties hereinafter named and undersigned, who declared that availing themselves of the provisions of the Statutes of the State of Louisiana relative to the organization of Corporations in this State, they do by these presents, form themselves into and constitute a corporation for the object and under the following stipulations, to wit:

ARTICLE I.

The corporate name of the Association shall be the MISSISSIPPI VALLEY NAVIGATION COMPANY.

ARTICLE II.

The place of business and legal domicil of this Corporation shall be located in the city of New Orleans.

ARTICLE III.

The object of this Association is to construct and maintain one or more Steamboats to run on the Mississippi river or its tributaries, for the purpose of carrying Freight and Passengers, and generally to exercise such incidental powers and privileges as are hereby, or may hereafter be conferred on them for the purposes aforesaid.

ARTICLE IV.

The President of the Association is hereby constituted the officer on whom citations may be served.

ARTICLE V.

The capital stock of this corporation is hereby fixed at Five Hundred Thousand Dollars, represented by Five Thousand Shares of One Hundred Dollars each. Ten per cent. of each subscription shall be payable at the time of signing, and the remainder shall be paid at the time and in the manner directed by the Board of Directors, provided that not more than ten per cent. shall be called for at any one time, and not oftener than once in any thirty days.

ARTICLE VI.

This Association shall go into operation so soon as Fifty Thousand Dollars of the capital stock is subscribed, and immediately thereafter the Stockholders may meet and elect a Board of Directors, each stockholder, each share of Stock subscribed for shall be entitled to one vote, each Stockholder may vote in person or by proxy.

ARTICLE VII.

That in case it should become necessary to place this corporation in a state of liquidation there shall be appointed by the Board of Directors some one of their number, who shall represent their Corporation, and whose signature shall be binding on the Company.

ARTICLE VIII.

The Board of Directors, as soon as practicable after their election, shall proceed to elect the officers of the Association, which shall consist of a President, Vice President, Treasurer, Secretary, Superintendent, and such other officers as they may deem necessary, the two first of which shall be from their own number.

ARTICLE IX.

This Association shall have a corporate seal, the device of which shall be a steamboat and name of the Corporation traced thereon.

ARTICLE X.

The term for which this Corporation is formed shall be twenty-five years.

ARTICLE XI.

That should any subscriber refuse or neglect to pay punctually his or her installment or installments as the same mature and fall due, interest thereon at the rate of eight per cent. per annum shall be added thereto from maturity until payment, and if any subscriber neglects or refuses to pay his or her installment or installments within thirty days after the specified time of payment, the Board of Directors shall have the right of causing any share or shares, upon which any installment may be due to be sold at public auction or otherwise after ten days previous notice thereof by advertisement in one or more newspapers in this city.

ARTICLE XII

This corporation shall adopt such By-Laws hereafter as they may deem proper and necessary not inconsistent with this act.

The parties to this act are

DAVID DE HAVEN
DAVID C. MARTIN,
FRANK BAKER,
THOMAS G. RHETT,
JOHN D STRONG,
JOHN A A WEST,
LEE CRANDALL,
A. W. FAULKNER.

This done and passed in my office, at New Orleans aforesaid, the day, month and year first above written, in the presence of Charles E. Lenes and Theodore Renshaw, witnesses of lawful age, domiciliated in this city, who hereunto sign their names with the parties and me, the said Notary, after the reading of these presents.

(Signed) D. DEHAVEN, D C MARTIN, FRANK BAKER, THOS G. RHETT, A W FAULKNER, JOHN D STRONG, JOHN A A WEST, LEE CRANDALL, CHAS E. LENES, THEO RENSHAW, W. J. CASTELL, Notary Public.

A True Copy, W. J. CASTELL, Notary Public.

New Orleans April 10, 1867. april 17

Louisiana Mutual Insurance Co.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Total Premiums for the year ending 28th February 1867		$838,130 13
Viz—Fire Premiums	$403,775 24	
Marine Premiums	201,377 22	
River Premiums	232,974 66	$838,130 13
Less Return Premiums	$4,413 10	
Less Unearned Premiums	40,294 00	
		$44,707 10
Net Earned Premiums		$793,423 03
Losses Paid:		
Fire Losses	$190,352 80	
Marine Losses	131,989 29	
River Losses	204,175 36	
	$476,517 35	
Reinsurances	43,384 34	
Expenses, Taxes, Interest, Discount, etc	56,273 87	
Discount in lieu of Scrip	77,770 36	$653,945 92
Net Profits		$139,477 1[illegible]

The Company have the following Assets:

Invested in Real Estate	$36,850 52
Invested in Mortgage on Real Estate	65,862 56
Invested in City and other Bonds	82,220 00
Invested in Bank and other Stocks	111,056 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	121,727 50
Loaned on Pledges	22,150 00
Bills Receivable	34,956 47
Premiums in course of Collection	101,636 51
Cash on hand	162,832 31
	$739,448 31

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me this 19th day of March, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1867, for which certificates will be issued on and after the 1st day of July next.

Six per cent. interest on all outstanding certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1867, to the holders thereof or their legal representatives.

CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.
J. P. ROUX, Secretary.

TRUSTEES:

Charles Briggs, A. R. Montgomery, Ant. Carriere, Chas. Welsham, Geo. A. Fosdick, A. Lecourt, Mason Pilcher, Frank Williams, R. Brugier, Thomas Byrne, Chas. Lafitte, John Thornhill, John S. Maunsell, W. A. Violett, P. Anderson, D. Plaggio, Alfred Kearny, Hugh Macdonald, A. Frerichs, Harlow J. Phelps, Geo. W. Dunbar, Wm. H. Pinckard, E. F. Stockmeyer, Henry H. Bryan, Geo. W. Hynson, John S. Wallis, Arch'd Montgomery, J. B. Ehlers, Henry J. Vose, George Foster, E. Marquese, Andrew Stewart.

L. B. Pothier. mh21

N. O. Mutual Insurance Company

SEVENTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter, the Company publish the following statement:

Amount of Premiums unearned 1865		$93,294
Premiums during the year ending 31st December, 1866.		
On Fire Risks	$247,125 25	
On Marine Risks	70,090 74	
On River Risks	64,887 45	382,099 44
Total Premiums		$481,383 44
Less: Premiums unearned 31st Dec., 1866	$101,430 00	
Return Premiums	3,456 41	104,886 41
Net earned Premiums		$376,485 03
Losses:		
On Fire Risks	$90,773 63	
On Marine Risks	35,142 53	
On River Risks	35,932 96	
	$219,348 92	
Taxes	13,679 61	
Reinsurances	11,318 06	
General Expenses, less interest account	13,739 77	
Interest on Scrips	24,397 80	282,475 13
Net Profit		$94,009 90

The Company have the following assets:

Bills receivable secured by pledge and mortgage	$169,204 92	
Premiums in course of collection	63,568 63	
Consolidated or City Bonds	58,450 00	
Invested in Gas Light Company	37,760 00	
Do. in N. O. City Rail Road Company	3,300 00	
Scrips or Mutual Ins. Companies	79,725 00	
Merchants' Exchange Company	1,000 00	
Real Estate	6,078 44	
Valette's Dry Dock Company	10,000 00	
Cash on hand	87,126 19	$506,215 17
Less: Unclaimed Interest on Scrips	6,660 00	
Interest due in March on all outstanding Scrips	24,397 80	
Claims unsettled	7,855 00	38,842 80
		$467,372 37

STATE OF LOUISIANA, Parish of New Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered, that on this day, the 9th of January, 1867, before me, the undersigned, Justice of the Peace, in and for the parish aforesaid, personally appeared JULES TUYES, President, and J. W. HINCKS, Secretary, of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, did depose and say that the above statement is just and true, and a correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.
J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 9th day of January, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace, Parish of Orleans.

At a meeting of the Board of Directors, held the 7th instant, it was resolved to declare a Scrip Dividend of Twenty-five per cent. on the net earned premiums of the Company, for the year ending 31st December, 1866, for which certificates will be issued on and after the 1st of March next. Also to pay, on and after the second Monday in March next, Six per cent. interest on all outstanding Scrips of the Company.

—DIRECTORS:—

G. W. Babcock, Wm. Stevens, George Urquhart, A. Schriber, J. A. White, Charles Lafitte, W. F. Vredenburg, J. M. Lapeyre, T. Bailly Blanchard, Jules Tuyes, A. Reesoron, John Gauche.

jan10 30td

LEEDS'S FOUNDRY, (ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses Howell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars all kinds of Plantation and Steamboat Works and every description of Machinery for the South.

mh16 6m — LEEDS & CO

DISEASES.

MR. F. GAUDOT, Druggist, from the Paris School, reminds his friends and the public that he attends, as heretofore, to the treatment of Secret and Cutaneous Diseases. All syphilitic diseases, (old and recent) Gleets, Ulcerations, Sores, Eruptions, Pimples, and the Urines and all Diseases arising from impure blood (in both sexes) have been most successfully treated for the last ten years. Sure cure of itching in twelve days.

F. GAUDOT, Druggist, Corner Orleans and Bourbon streets.

jan8 ly

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all to whom these presents shall come, greeting:

Whereas, Edmund Gosnamel, having purchased at a sale made by the Sheriff of the parish of Orleans, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the 17th day of June, A. D. 1867, for a monition or advertisement, in conformity to an act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled, "An act relative to monitions and mode of proceeding" approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Sixth District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any other defect whatsoever, to show cause, within thirty days from the day this Monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Sheriff of the Parish aforesaid on the 8th day of June, A. D. 1867, by virtue of a decree of this Court rendered on the 5th day of April, A. D. 1867, in a suit entitled, John Coleman vs a lot of ground, etc., No. 9827 of the docket of this Court, at which sale Edmund Gosnamel became the purchaser for the price of $1210 cash.

Description of property, as given in the Judicial Conveyance, viz:

A Certain Portion of Ground, subdivided into four lots situate in the Second District of this city, in the square comprised within Ursulines, Hospital, Rochebleve and Tonti streets, one of said lots forming the corner of Ursulines and Tonti streets, and the others adjoining and fronting on Ursulines street, said lots having together a front of one hundred and nine feet two inches and four lines by a depth each of eighty eight feet four inches and two lines, with the improvements thereon.

By order of the Court. WM. WOELPER, Clerk.

ju27 jy6 20 22 23

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 15th day of June, 1867, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. 23,305—Mary E. Fisher vs George W. Walker—In this case submitted to the Court for adjudication, by consent of counsel, the law and the evidence being in favor of plaintiff, it is ordered adjudged and decreed that judgment of a separation of property and a dissolution of the community of acquests and gains heretofore existing between them be and the same is hereby rendered in favor of the plaintiff, Mrs. Mary Elizabeth Fisher, wife of George W. Walker, Jr., and against defendant, George W. Walker, Jr., her husband; and it is further ordered that the plaintiff recover of the defendant the sum of three thousand five hundred dollars with legal interest on $1000 from the 1st day of January, 1865 and on $2500 from the 1st of January, 1861, until paid and all costs of suit, with the lien and privilege granted by law to married women on the property of their husband to secure their dotal paraphernal and other rights; and it is further ordered that the plaintiff be and she is hereby authorized and empowered to control, manage and attend her own separate property.

Rendered June 15, 1867. Signed June 20, 1867.

(Signed) E. T. FELLOWES, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 20th day of June, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-seven, and the 91st year of the Independence of the United States.

J. O. CHALON, Deputy Clerk.

je21 jy2 16 23

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that, on the 10th day of June, 1867, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to-wit: No. 17,710—Marie Margarite Reyff vs Marie Joseph L. G. Reyff—On motion of J. M. Dirhammer, of counsel for plaintiff and on introducing due proof in his favor. It is ordered and adjudged that the default herein entered on the 26th May, 1867, be now confirmed and made final; that there be judgment in favor of plaintiff Mrs Mary Margarite Reyff, from Bengbrecht, wife of Marie Joseph Louis Gabriel Reyff, and against defendant the said M. J. L. G. Reyff her husband, the community of acquests and gains heretofore existing between said parties be dissolved; and it is further ordered that said defendant the sum of three thousand one hundred and twenty dollars, with legal interest from judicial demand till paid, and costs of suit, with the lien and privilege allowed by law to married women on the estates of their husbands on the property of her said husband. It is further ordered that a fee of fifty dollars, twenty-five dollars each, be allowed to A. D. Bernoudy and Theodore Duvert, appointed appraisers, the same to be taxed as costs.

Judgment rendered June 10th, 1867. Judgment signed June 14th, 1867.

(Signed) CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court at the City of New Orleans, on this 1st day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty seven, and the ninety-first year of the independence of the United States.

A. D. BERNOUDY, Deputy Clerk.

jy11 16 20 a10

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all whom these presents shall come, greeting:

Whereas, Mistress Mary Orth, widow of Jacob Matz, has purchased at a sale made by G. De Feriet, auctioneer, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale—passed before A. Ducatel, notary, on the 18th June, 1867—was recorded on the 20th day of June, A. D. 1867, for a monition or advertisement, in conformity to an act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An Act relative to monitions and mode of proceeding," approved the fifteenth day of March 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any other defect whatsoever, to show cause within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by G De Feriet auctioneer aforesaid, on the twenty-seventh day of April, A. D. 1867, by virtue of a decree of this Court, rendered on the twenty seventh day of February, A. D. 1867, in a suit entitled, Jane Freret, wife of Henry Grant vs Adam Adams and Dillon Preston, No. 27,079 of the Docket of this Court, at which sale Mrs. Mary Orth, widow of Jacob Matz, became purchaser for the price of $3,200 as the whole more fully appears from the act of sale passed before Amédée Ducatel, notary public, on the 18th of June, 1867.

Description of property, as given in the judicial conveyance viz:

A certain LOT OF GROUND together with all the buildings and improvements thereon, rights, ways and privileges thereunto belonging or in any wise appertaining, situated in the Third District of this city, in the square bounded by Marigny, Greatmen, Dauphine, Mandeville and Craps (now Burgundy) streets, in the Third Ground and fronting the corner of Marigny and Greatmen; measuring in front on Marigny street thirty-five feet from Marigny street by an eighty six [illegible] and five inches in depth and front on Dauphine street.

The aforesaid property being the same which Andrew Hero [illegible] purchased from Lazaro Bourdu, [illegible] by act before A. Ducatel, notary on the 18th April, 1867, and before Office, before District Court of New Orleans.

Ju[illegible], 1867. P. R. O'RORKE, Clerk.

jan1 jy3,27

A. Ravelet vs His Creditors and the Creditors of C. Ravelet & Son.—No. 23,212

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—Notice is hereby given to the creditors of the aforesaid insolvent, and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the first publication hereof, why the account presented by the syndic should not be approved and homologated, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court, J. O. CHALON, Deputy Clerk.

jy16 [illegible]

Succession of Henry A. Stream.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 29,5[illegible]—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by the testamentary executrix of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court. P. R. O'RORKE, Clerk.

jy19 24 29

United States Circuit Court.

FIFTH CIRCUIT AND DISTRICT OF LOUISIANA.

Alvin Destrehan, Widow of Amile Chazot, et al. vs. Armand Pitot, et al.—No. 1000.

Fourteen Thousand Acres of Land in the Parish of Vermillion, La., and Twenty-Seven Hundred and Eight Acres of Land in the Parish of St. Landry, La.

UNDER order of the Honorable Circuit Court of the United States, for the Fifth Circuit and District of Louisiana in the petition entitled A. Destrehan, Widow of E. Chazot, et al., vs A. Pitot et al., No. 1000, will be offered for sale at the Merchants' Exchange, in New Orleans, by M. M. Cohen, Master in Chancery and Special Commissioner, at 12 o'clock m. on the 15th day of July, 1867, according to usage of the Exchange—the property of the heirs of McCarty.

The land in the Parish of Vermillion is situated on both sides of the Bayou Vermillion, and running about ten miles below the town of Abbeville, having a depth of forty arpents, and a front extending down to the Bay. A large part of it was formerly successfully cultivated in sugar, and is now in Cotton. A portion of it is well timbered, and much is high arable prairie, suitable for varieties (several of which are on it).

This property will be sold as follows.

IN THE PARISH OF VERMILLION.

1st. Lots 31, 35, 36 and 40, in Township 13, S. R. 3 E., and lots 36, 53, 49, 41 and 44 in T. 14, S. R. 3 E., South west District Louisiana, West Bank of Vermilion River, in one body containing eleven hundred and sixty (1160) acres more or less.

2d. Lots 45, 49 and 50, in Township No 14, S. R. 3 E. S. W. District, Bounded East by Vermillion River, South by Little Bayou, and North by lands first above described, containing four hundred an eighty (480) acres more or less, with so much of the rear portions of lots 55, 58, 59 and 60, same township, as would contain one-hundred and sixty (160) acres according to a line of exchange established between Levi Rice and Allen Campbell containing in all six hundred and forty (640) acres more or less.

3d. Lot 48, Township 14, S. R. 3 E., S. W. District, containing one hundred (100) acres.

4th. Lot 51, T. 14, S. R. 3 E., seventy-eight (78) acres.

5th. That portion of lots 55, 58, 59 and 60 having a front on Vermillion River of about twenty arpents, extending in the rear to the division line established between Levi Rice and Allen Campbell, mentioned in the above description of the second tract, and containing six hundred and sixty (660) acres more or less.

6th. Lots 61 and 62, T. 14 S. R. 3 E., S. W. District, containing three hundred an fifty (350) acres more or less.

7th. Lot 67, same township, one hundred and seventy (170) acres more or less.

8th. Lot 68, same township, one hundred and sixty (160) acres more or less.

9th. Lot 69, same township, one hundred and sixty (160) acres more or less.

10th. Section 87 T. 14, S. R. 3 E., containing fourteen hundred (1400) acres more or less.

11th. Section 90, containing fourteen hundred (1400) acres more or less.

12th. Sections 91 and 92, T. 14, S. R. 3 E., and sections 38, 39 and 40, T. 15, S. R. 3 E., containing twenty-four hundred (2400) acres more or less.

13th. Section 69, T. 14, S. R. 3 E., and section 37, T. 15 S. R. 3 E., S. W. District, containing thirteen hundred and seven (1307) acres more or less.

14th. Section 88, T. 14, S. R. 3 E. on East bank of Vermillion River, bounded below by the tract last above described, having a front and depth of forty arpents and containing fourteen hundred and eight (1408) acres, more or less.

15th.—Section 85, T. 14, S. R. 3 E., S. W. District, on East bank of Vermillion River, bounded below by the tract last above described, and above by the claim of John Merriman, now the property of Adrien Nunes, containing five hundred and eighty (580) acres more or less.

16th. Section 84, T. 14, S. R. 3 E., bounded below by the property above mentioned, of Adrien Nunes, with lot No. 56 adjoining, containing together three hundred and sixty (360) acres more or less.

17th. Lots 46, 47, 52 and 54, same township, each having five arpents front on the East bank of the Vermillion, with forty arpents in depth, together six hundred and forty (640) acres more or less.

18th. Lot 36, T. 14, S. R. 3 E.
19th. Lot 42, T. 14, S. R. 3 E.
20th. Lot 43, T. 14, S. R. 3 E.
21st. Lot 38, T. 14, S. R. 3 E.
22d. Lot 27, T. 14, S. R. 3 E.
23d. Lot 26, T. 14, S. R. 3 E.
24th. Lot 25, T. 14, S. R. 3 E.

These four lots will be sold separately, they adjoin. Each has a front of five arpents on East Bank of Vermillion River, and a depth of forty arpents and contain each one hundred and sixty (160) acres more or less.

The land in the PARISH OF ST. LANDRY consists:

1st. A tract confirmed to Jean Baptiste McCarty, containing thirteen hundred and fifty-four (1354) acres, as surveyed by Wm. B. Jackson, United States Deputy Surveyor, on the 27th of June, 1829, situated on the east bank of Nementon river, bounded on the south front by forty depth in T. 10 S. R. 2 W. Southwest District Louisiana. Bounded at the time of survey, by Bartholemew McCarty above, John Monton below and vacant lands in the rear.

2d. A tract confirmed to Edmond McCarty, containing thirteen hundred and fifty-four (1354) acres, as surveyed by Wm. B. Jackson, United States Deputy Surveyor, on the 29th June, 1829, situated forty arpents from the Nementon river; bounded, at the time of survey, in front by Bartholemew, McCarthy, and on all sides by vacant lands. Each of these tracts has been sub-divided into four lots of equal front, and numbered 1, 2, 3 and 4, and will be sold; the purchaser having the privilege to buy all in bulk.

Terms of Sale—Payments to be made in U. S. Treasury notes. One-fourth cash, and the balance in the notes of the purchasers to their own order, payable in one, two and three years, with six per cent. interest from date of sale, secured by mortgage. Acts of sale and Internal Revenue stamps at the expense of purchasers, before Eustis & Winchester, notaries public in New Orleans.

jun15 3tod

O. B. GRAHAM & CO.,

130..........GRAVIER STREET..........130

Between Camp and St. Charles Streets.

Importers of Foreign and Domestic DRY GOODS,

Agent for the York Street Flax Spinning Company of Belfast.

RESPECTFULLY call the attention of the trade to their very Extensive Stock now in store and arriving by fast vessels from Europe, consisting of the following: Irish Linens, Printed Linen, Pillow Case Linen, Linen Sheeting, Drawer Linen, Linen Shirts and Shirt Fronts, Brown and Bleached Linen Drills, Linen Damask, Linen Cambric Handkerchiefs, Long Lawns, White Lawn, Duck, Hollands, Diapers, Brown and Bleached Huckaback Towels, Damask Table Cloths, Napkins and Towels, Diapers, Brown and Bleached Hollands, Checks, Brillants, Swiss Muslins, Tape Checks, Union and Cotton Checks, Ginghams, Tartan Checks, Prints, Turkey Red Madder Handkerchiefs, Spool Cotton and Flax Thread, etc., etc.

jan15 ly

INSURANCES

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Premiums received during the year ending on 31st May, 1867, including unearned premiums of the previous year:		
On Fire Risks	$835,910 49	
On River Risks	200,338 05	
On Marine Risks	357,231 32	
Total Premiums		$1,433,479 86
Less Premiums unearned on 31st May, 1867	$224,182	
Return Premiums	25,955 29	250,137 29
Net earned Premiums 31st May, 1867		$1,183,342 57
Losses paid during the year:		
On Fire Risks	$311,223 89	
On River Risks	199,719 43	
On Marine Risks	278,627 60	
	$789,570 92	
Taxes	53,650 57	
Reinsurances, expenses, profit and loss, less interest	83,302 44	926,523 93
Net profits		$256,818 64

The Company have the following assets:

Real Estate	$159,617 87
Notes secured by mortgage	591,980 18
Notes secured by pledge	106,087 40
Cash on hand	74,750 32
Premiums in course of collection	95,629 88
City Bonds	59,639 00
Bank and Railroad Stocks	142,735 00
Bills Receivable	113,891 79
Scrips of Mutual Insurance Companies	36,715 00
Stock of Vallette Dry Dock	15,000 00
" Levee Steam Press	5,000 00
" Gas Light Company	5,000 00
" Marine Dry Dock	2,950 00
" Merchants' Exchange	1,000 00
Lighterlug and Wrecking Company	1,000 00
State Bonds	1,500 00
Total	$1,406,416 43

Less—Unclaimed interest and interest, payable in July next, on all outstanding Scrips	$95,264 12	
Thirty per cent. curtailment on Scrip of 1859, payable in July	59,548 50	
Unearned Premiums on 31st May, 1867	224,182 00	378,994 62
		$1,027,421 81

The above statement is a just true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA. Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me this 6th day of June, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 6th June, 1867, it was resolved to declare a scrip dividend of twenty per cent on the net earned premiums for the year ending 31st May, 1867, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay on and after the second Monday in July next THIRTY PER CENT CURTAILMENT ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS.

John Pemberton, J Morgan Hall, David McCoard, P. Maspero, Pierre Poutz, S Z Relf, L. F. Generes, J J Fernandes, Chs Sagory, E. Dupeaseur, M Paig. je7 tf

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

TENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement.

Total premiums for the year ending Nov. 30 1866		$386,315 35
Fire premiums	$231,423 04	
Marine	96,218 61	
River	58,673 70	$386,315 35
Less unterminated risks	$47,946 00	
Returned premiums	2,942 06	50,888 06
Net earned premiums		$335,427 29
Losses paid		
Fire losses	$102,194 98	
Marine losses	104,111 22	
River losses	18,047 23	
	$224,353 43	
Re-insurance	16,422 11	
Twenty and twenty-five per cent returns	30,019 74	
And expenses, internal revenue taxes, profit and loss, interest on scrip less interest, etc.	31,261 31	296,116 84
Net profits		$39,310 65
Net earned premiums 30th Nov., 1866		$335,427 29
Less amount on which twenty and twenty-five per cent. have been returned		176,686 30
Amount participating in profit		$148,761 05

The company have the following assets:

Bills receivable	$26,103 37
Premiums in course of collection	110,867 06
Invested in bank stocks	71,361 56
Loans on pledge	26,427 70
Loans on mortgage	12,287 43
Invested in railroad bonds	9,350 00
Invested in scrip of insurance company	49,052 00
Cash on hand	30,369 29
	$346,775 38

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

O. GAILLARD, President.
H. CASTAREDE, Secretary.

State of Louisiana, Parish of Orleans, City of Orleans. Sworn to and subscribed before me this 17th day of December, 1866.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a scrip dividend of Twenty-five per cent on the net earned participating premiums for the year ending 30th November, 1866, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next. And have further resolved to pay six per cent. on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday in February, 1866.

TRUSTEES

J. Lorber, A. Miltenberger, A. Verlois DeGray, J. Lemore, Jno. Gauche, L. Grand, Jas. A. White, T. Avendano, O. Gaillard, A. H. D'Mesa, J. A. Stouse, F. Mathon, A. Bidault.

Office No. 3 Carondelet street. [illegible]

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans 61 Camp street.

ELEVENTH ANNUAL STATEMENT Of the affairs of the SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31 1866.

Amount of Premiums for the year ending December 31 1866, viz:		
On Fire Risks	$281,338 30	
On Marine Risks	83,106 86	
On River Risks	295,054 48	
	$659,421 44	
Unterminated Risks, December 31 1865	63,343 00	$722,824 44
Deduct.		
Unterminated Risks, December 31 1866	66,835 00	
Return Premiums Dec 31 1866	4,597 16	71,432 16
Net Earned Premiums December 31 1866		$651,342 28
Losses paid during the same period viz		
On Fire Risks	$66,277 15	
On Marine Risks	49,519 49	
On River Risks	208,121 68	$323,918 32
Add Reinsurance	4,267 90	
Fifteen, Twenty and Twenty-five per cent discount on premiums	103,399 61	
Amount reserved for unadjusted Losses	80,800 00	
Expenses, Taxes, Profit and Loss, less Discount and Interest, etc	39,997 62	586,583 45
Net Profits		$64,758 83
Net Earned Premiums		$651,342 28
Less Amount of Premiums on which Fifteen, Twenty and Twenty-five per cent. have been returned		522,008 14
Amount of Net Earned Premiums Participating in Profits		$129,334 14

The Company have the following assets, viz:

Invested in City and State Bonds valued at	$430,390 00
Invested in Bank and Gas Stocks, valued at	173,001 00
Loans on Pledge	39,500 00
Loans on Mortgage	30,600 00
Bills receivable	26,209 86
Premiums Due in course of Collection	41,082 61
Scrip of other Insurance Companies	14,105 00
Uncurrent Funds	5,790 00
Cash on hand	276,645 92
	$1,036,733 56

The above statement is a true and correct transcript from the books of the company.

THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me, this sixteenth day of January, 1867.

G. H. BRAUGN, Second Justice of the Peace Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the 11th of February next, and to redeem on and after that date FIFTY PER CENT. of the Scrip of 1858. And they have further declared a Scrip dividend of FIFTY PER CENT. on the net earned participating premiums of the year ending December 31, 1866, for which certificates will be issued on and after the 15th day of March next.

THOMAS SLOO, President.
JNO. G. GAINES, Vice-President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

—DIRECTORS—

Jno. G. Gaines, H. T. Lonsdale, Jno. C. Ricks, Sumpter Turner, R. J. Hart, B. Biscoe, J. H. Stauffer, J. B. Bres, Henry Renshaw, Theo. A. James, Thos. Sloo, J. G. Barelli.

jan19 1md&tf

SEVENTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE

Crescent Mutual Insurance Company of New Orleans.

NEW ORLEANS, MAY 23, 1866.

The Trustees in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company, on the 30th day of April, 1866.

Fire Premiums	$392,134 71	
Marine	128,305 15	
River	506,849 59	$1,027,289 45
Amount of Earned Premiums		865,461 44
Losses paid and estimated:		
Fire Losses	$24,492 06	
Marine	79,646 26	
River	249,243 36	
Paid discount in lieu of scrip	79,762 57	
Paid Taxes	35,192 34	
Paid reinsurances	61,207 21	
Profit and Loss, Interest, General Expenses, Stamps, less Discount, &c	149,166 60	678,720 21
Net Profits		$327,751 23
Amount of Premiums to participate in Scrip Dividend		$604,711 00

The Company have the following Assets:

Notes secured by mortgages	$80,445 00
Loans on pledge of stocks	28,964 49
Bills Receivable	51,163 51
Real Estate	60,000 00
Invested in Consolidated and City Bonds	70,000 00
Invested in Bank Stocks	20,000 00
Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account	62,253 2
Vallette Dry Dock Company	1,875 00
Due for Premiums in course of collection	106,669 18
Cash on hand	257,436 62
	$847,186 90

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS. Sworn to and subscribed before me this 23d day of May, 1866.

G. H. BRAUGHN, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all the Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of SIXTY per cent. on the earned premiums entitled to participate for the year ending April 30th, 1866; for which certificates will be issued on and after the second Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

—TRUSTEES.—

Thos. A. Adams, Sam'l H. Kennedy, C. D. Buddecke, James J. Hanna, Sam'l B. Newman, A. Duthill, P. H. Foley, Wm. Edwards, J. Norman Jackson, A. G. Obel, A. Thomson, A. B. Reading.

my24 6d

JACOB OTT, Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at 25 Tivoli Circle, or at L. DURAND, corner Bourbon and Customhouse streets, promptly attended to.

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a large lot of YELLOW PINE LUMBER, and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by ALEX. MCCONNELL, 194 Carondelet street.

jul9 1y

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES—Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance. "10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. "15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional

Steamers of the Canard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton or Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philipine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce, double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce, and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in full to destination, except the following places, viz: Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, via Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond seas via France, others than those enumerated East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobia, to Servia (except Belgrade), Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply, and to places beyond seas or other than those designated, the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight, double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces, and so on, for greater weights charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.* Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg, and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some office marked "via England," or "via Prussian Closed mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and thus marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

ROUTES OF TRANSMISSION, &c.

To prevent mistakes in the exchange offices, it is desirable that the particular route by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England," if for transmission in the French mail they should be directed, "via France in the French Mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed, "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed, "via Belgian closed mail;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed, "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries via France where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent "via France," otherwise they may be mis-sent in the open mail to Liverpool, by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1866 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made.

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.
6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposits in any bank, trust company, savings institution insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.
11. From any salary other than as an officer or employe of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employe of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.
14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of home stead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employe of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(*Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.*)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$6.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

Weights of Produce.

As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS

	lbs. per bushel.
Wheat	60
Corn shelled	56
" in ear	70
Oats	32
Rye	56
Buckwheat	52
Barley	48
Malt	34
Beans	60
Cow Peas	60
Irish Potatoes	60
Onions	54

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds
Apples (dried)	25
Bran	20
Barly	48
Beans white	60
Beans castor	
Buckwheat	
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	
" Meal	
Hair, plastering	
Lime, unslacked	
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	33
Onions	50
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	
" sweet	
Peas	56
Rye	56
Seed Blue Grass	12
Seed, Clover	56
" Flax	56
" Hemp	42
" Timothy	45
" Hungarian Grass	50
Salt, Coarse	
" Fine	
Seed	
Turnips	
Wheat	60

St. Louis Restaurant.

Nos. 76 and 77 St. Louis street. KEPT BY HENRY BARTHE.

MR. HENRY BARTHE respectfully informs his friends and the public that he will open on SATURDAY NEXT, the new Saloons and Private Rooms he has just fitted up above his Restaurant. Nothing has been spared to make these Saloons airy and well ventilated—the same combining with a spacious balcony—and the furniture being in keeping with the salary of establishments, customers and connoisseurs will find it with the best the market affords, and will be offered the most delicate dishes and choice wines.

The Restaurant is kept open until midnight. my31 6m

Value of Foreign Coins.

The following is "a synopsis of the value of foreign specie moneys in the money terms and gold of the United States," prepared officially at the United States Mint, and used in the Treasury Department in Washington:

COUNTRIES.		VALUE.
Austria	Silver Florin, (100 Kreuzers)	$.4806
Belgium	Silver Franc	$.19455
Bolivia	Silver Dollar	$.7084
Brazil	Milrei (1000 Reis)	$.5415
Bremen	Thaler (72 Grotes)	$.70
Buenos Ayres	See New Granada and Mexico.	
Central America	Doubloon	$15 7[illegible]
	Gold Dollar	$.9842
	Four Dollar Piece (2 Escudos)	$3 68
Chili	Gold Dollar	$.91265
China	Tael	$1.48
	Mexican Dollar (The Chop Dollar has no standing value.)	$1.05
Denmark	Silver Rigsdaler of Mark	[illegible]
Ecuador	Dollar 8 Reals	[illegible]
Egypt	Piastre	[illegible]
England	Pound	[illegible]
France	Franc [illegible] gold (See Belgium, for silver)	[illegible]
Germany	Thaler 30 Groschen	[illegible]
	Austrian florin (100 Kreuzers. See Austria)	
	Southern Florin	[illegible]
	Kreuzers	
Greece	Drachma, 100 Lepta	[illegible]
Hamburg	Mark Banco	[illegible]
	Schilling	
India	Rupee	[illegible]
Italy	Lira of Sardinia	[illegible]
	Lira of Florence	
	Scudo of Rome	
	Ducat of Naples	
Japan	Itzebu	[illegible]
	Mexican Dollar	
Mexico	Doubloon	[illegible]
	Gold Dollar	
	Silver Dollar	
Morocco	Benduqui	[illegible]
Netherlands	Guilder	[illegible]
New Granada	Peso of 10 of a Condor in gold	[illegible]
Peru	Same as Bolivia	
Portugal	Milreis (1000 Reis)	$1 08
Prussia	Thaler, 30 Groschen. See Germany	
Russia	Rouble, 100 Copeks	[illegible]
Spain	Real 100 Centimos	[illegible]
Sweden	Rigsdaler—the new Specie Daler	[illegible]
Switzerland	Franc 100 Rappen—see France	
Tunis	Piastre	$.12[illegible]
Turkey	Piastre 40 Paras gold	[illegible]
	silver	

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President, J. E. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—G. Jorda, President, C. J. [illegible], Cashier.

Crescent City Bank, No 151 Canal street up stairs—John Pemberton, President, Charles Fanos, Cashier.

Citizens Bank corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President, J. L. De Vey, Cashier.

First National Bank, No. 5 Camp street—O B Fisk, President, [illegible] Vice-President; Leon Moss, Acting Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley, G. W. Cobson, President, Jones Cassard Cashier.

City Bank of New Orleans, No. 1 Camp street, [illegible] Cashier.

Bank of Louisiana, [illegible]

Louisiana State Bank, corner of Royal and Conti, [illegible]

Mechanics and Traders Bank, No. 105 Canal street, [illegible] Cashier.

Bank of New Orleans, corner St. Charles and Union streets, [illegible] President. A Duchiron, Cashier.

Ppe. Leases and Bank, No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Theo Lavillebeuvre, President, John G. Devereux, Act Cashier.

Smith, Newman & Co., cor Camp and Common streets.

United States Treasury, No. 4 Camp street—W. R. Whittaker, Asst Treasurer. James A. Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 122 Canal street—F. E. Lavillebeuvre, President Geo. A. Freret, Cashier.

M. Judson, cor. Camp and Common streets.

Burke & Co., No. 54 Camp street.

Louisiana National Bank, Common street near Camp—James Robb, President; Jos. W. Carroll, Vice President and ——— Hall, Cashier.

New Regulations Concerning Stamps.

Commissioner Rollins, of the Internal Revenue Bureau, has just issued a pamphlet, containing a schedule of stamp duties adopted March 1, 1867, and the laws and regulations concerning the purchase and use of Internal Revenue Stamps:

In all cases where an adhesive stamp is used for denoting the stamp duty upon an instrument, the person using or placing the same or who writes or imprints thereupon in ink the initials of the name, and the date the year, month and day on which the same is attached or used. Each stamp should be separately cancelled. When stamps are printed upon checks &c. so that in filling up the instrument the face of the stamp is and must necessarily be written across, no other cancellation will be required.

All cancellation must be distinct and legible, and, except in the case of proprietary stamps from private dies, no method of cancellation which differs from the above described can be recognized as legal and sufficient.

A person who holds an unstamped conveyance, founded upon a Confederate note, and that consideration will be allowed to affix such stamps thereto as he may think sufficient, and present the instrument to the Commissioner of the Internal Revenue Bureau for the purpose of a penalty for failure to stamp according to the nominal amount of consideration in United States currency at the date of [illegible] they will be allowed to do so, and [illegible] own risk at the time of the sale.

The validity of a deed is a question of the courts. It is one of importance to the parties; but not to the Bureau, any further than the sufficiency of the stamp may affect the revenue. The foregoing is applied to other instruments as well as to deeds.

A penalty of fifty dollars is imposed upon every person who makes, signs or issues, or who causes to be made, signed or issued any paper of any kind or description whatever, or shall accept, negotiate or pay, or cause to be accepted, negotiated or paid, any bill of exchange, draft or order, or promissory note for the payment of money, without the same being duly stamped, or having thereupon an adhesive stamp for denoting the tax chargeable thereon, cancelled in the manner required by law, with intent to evade the provisions of the Revenue Act.

A penalty of two hundred dollars is imposed upon every person who pays, negotiates or offers in payment, or receives or takes in payment, any bill of exchange or order for the payment of any sum of money, drawn or purporting to be drawn in a foreign country, but payable in the United States, until the proper stamp has been affixed thereto.

A penalty of fifty dollars is imposed upon every person who fraudulently makes use of an adhesive stamp to denote the duty required by the revenue act, without effectually cancelling and obliterating the same in the manner required by law.

Attention is particularly called to the following extract from section 155 of the act of June 30, 1864, as amended by the act of July 13, 1866:

"If any person shall wilfully remove or cause to be removed, alter or cause to be altered, the cancelling or defacing marks of any adhesive stamp, with intent to use the same, or to cause the use of the same, after it shall have been used once, or shall knowingly or wilfully sell or buy such washed or restored stamps, or offer the same for sale, or give or expose the same to any person for use, or knowingly use the same, or prepare the same with intent for the further use thereof, or if any person shall knowingly and without lawful excuse (the proof whereof shall lie on the person accused) have in his possession any washed, restored, or altered stamps, which have been removed from any vellum, parchment, paper, instrument or writing, then and in every such case every person so offending, and every person knowingly and wilfully aiding, abetting or assisting in committing any such offence as aforesaid, shall, on conviction thereof, [illegible] be punished by a fine not exceeding one thousand dollars, or by imprisonment and confinement to hard labor not exceeding five years, or both, at the discretion of the court.

It is reported that persons in various parts of the country, and under various pretexts, are collecting cancelled stamps, and, as it is believed, for the purpose of removing the cancelling marks therefrom and preparing them for further use.

All revenue officers have been directed to give this matter their special attention, to acquaint the people with the true object for which such stamps are collected, and with the penalties incurred by all who in any way knowingly and wilfully aid, abet and assist in the commission of the offence. It is believed that many stamps are gathered from persons who are ignorant of the use to which they are to be put, and innocent of all intent to defraud the revenue.

The fact that a person is collecting stamps which have once been used is sufficient to arouse strong suspicion, and calls for an immediate investigation, and the possession of washed, restored or altered stamps is *prima facie* evidence of guilt. No pains should be spared to insure the detection and punishment of the guilty parties.

It is not lawful to record any instrument, document or paper required by law to be stamped, or any copy thereof, unless a stamp or stamps of the proper amount have been affixed and cancelled in the manner required by law; and such instrument or copy, and the record thereof, are utterly null and void, and cannot be used or admitted as evidence in any court until the defect has been cured as provided in section 158.

Legal Rates of Interest.

The following are legal rates of interest in the several State of the Union:

- Maine, 6 per cent
- New Hampshire, 6 per cent.
- Vermont, 6 per cent., except when railroad notes or bonds, which may bear 7 per cent.
- Massachusetts, 6 per cent.
- Rhode Island, 6 per cent.
- Connecticut, 6 per cent. By the law of May 1864, banks are prohibited under a penalty of $500, from taking, directly or indirectly, over 6 per cent.
- New York, 7 per cent.
- New Jersey, 6 per cent.
- Pennsylvania, 6 per cent.
- Delaware, 6 per cent.
- Maryland, 6 per cent.
- Virginia, 6 per cent.
- North Carolina, 6 per cent.
- South Carolina, 7 per cent.
- Georgia, 7 per cent.
- Alabama, 8 per cent.
- Arkansas, 6 per cent. Special contracts, in writing, in this State, will admit of interest not exceeding 10 per cent.
- Florida, 6 per cent. On special contracts 6 per cent. is allowed.
- Illinois, 6 per cent previous to 1857, and 10 since that time.
- Indiana, 6 per cent.
- Iowa, 6 per cent. On special contracts and judgments 10 may be charged.
- Kentucky, 6 per cent.
- Louisiana, 5 to 8 per cent.
- Michigan, 5 per cent. It is lawful to stipulate for any sum not exceeding 10 per cent.
- Mississippi, 6 per cent. Since March, 1856, 10 per cent is allowed on special agreements.
- Missouri, 6 per cent. Parties can agree for any sum not exceeding 10 per cent.
- Ohio, 6 per cent, and all interest charged over this rate is illegal.
- Tennessee, 6 per cent.
- Texas, 8 per cent. Special agreement ranging not exceeding 12 per cent.